



**CERCLE
CONDORCET**

D'AIX-EN-PROVENCE

cerclecondorcetaix@free.fr

<http://cerclecondorcetaix.over-blog.com>

Débat sur l'Economie

Un choix de société décisif :

Marché financier tout puissant ou Economie au service du peuple ?

*Textes des exposés de P. Lagay et M. Masson présentés lors de la séance du 31 Mars 2012
(Ce document est consultable sur le site Internet du Cercle)*

Désireux d'approfondir le débat entamé lors de la séance de 2012, et de prendre en compte les évolutions survenues depuis – crises multiples de la dette, de la zone euro, krachs financiers, bancaires etc....-, nous vous invitons à prendre connaissance de la réflexion menée par le Cercle ces dernières années, et à nous faire part de vos remarques, critiques et suggestions.

Celles-ci nous seront utiles pour préparer la suite de notre réflexion. Depuis 2012, nous avons lancé la phase suivante de ce projet, portant sur la question des perspectives. C'est pourquoi, démarré cette phase par le thème de l'Economie sociale et solidaire, que nous avons abordé avec une conférence introductive de D. Stokkink, suivie d'une intervention d'Ecopolénergie et G. Roustang sur la précarité énergétique, puis d'une présentation commentée de P. Lagay des propositions de P. Larrourou .

En ce qui concerne le texte ci-joint, il nous paraît nécessaire de l'accompagner de quelques remarques qui devraient vous permettre de mieux saisir les intentions et les limites de ce travail :

- il nous a paru non seulement utile mais de notre responsabilité de militants associatifs de tenter de mettre noir sur blanc cette synthèse, serait-elle partielle et - bien involontairement - partielle - de la masse d'informations que nous avons pu recueillir au cours des diverses conférences organisées par le Cercle depuis plusieurs années, et dont vous trouverez la liste ci-jointe. Il nous semble que ces informations constituent autant de sources utiles aux citoyens qui veulent comprendre le monde dans lequel ils vivent et, autant que possible, apporter leur pierre à son évolution. Elles sont d'autant plus précieuses que, en respect de la déontologie dont le Cercle s'est fait une règle stricte, elles échappent le plus possible au piège du parti-pris, reflètent une diversité de pensée garantie par le choix des conférenciers et par les débats publics entièrement libres accompagnant chacune des conférences. Ceci étant, nous assumons une orientation globale d'inspiration progressiste, contrastant avec la pensée unique du libéralisme triomphant. En tout état de cause, nous ne proposons pas de recettes miracles, et laissons grand ouvert le champ des possibles, en souhaitant que les citoyens s'en emparent pour faire avancer la conscience collective;
- notre réflexion a par ailleurs été nourrie d'une partie des multiples lectures nécessitées tant par les préparations des conférences que par l'intérêt que nous avons porté à des productions d'auteurs que nous n'avons pas pu inviter à notre tribune.

Il n'en reste pas moins que ce travail n'a rien d'une production professionnelle, et qu'il ambitionne seulement de rendre un peu plus compréhensible le contexte dans lequel nous vivons.

Nous souhaitons vivement que vos contributions à venir nous permettent d'avancer collectivement dans cette démarche citoyenne et si possible de faire des propositions à ceux qui ont en charge la conduite des affaires.

Pour le Cercle Condorcet, Pierre Lagay et Marcel Masson

Merci d'avance d'adresser vos contributions à : m-a.masson@wanadoo.fr

Liste des conférences organisées par le Cercle sur l'Economie

- 2013** - Crise(s) : à partir du bon diagnostic, les bonnes solutions ? autour des idées de P. Larrourou et de quelques autres, par **Pierre Lagay**, Membre du Bureau du Cercle Condorcet
- 2012** - La précarité énergétique : enjeux socio-économiques, par **Cl. Bailly et G. Roustang**
- L'Economie Sociale et Solidaire en Europe, par **D. Stokink**, *Economiste, Président du Think Tank européen "Pour la solidarité"*
- 2011** - L'individu qui vient...après le libéralisme, par **D.-R. Dufour**, *Philosophe*
- Le travail aux prises avec le néo-libéralisme, par **J.Cl. Coiffet**, *Economiste*
- 2010** - La pensée dite positive, responsable de la crise ?, par **P. Lagay**, *ancien Dirigeant d'Entreprise*
- La crise économique-financière : quelles conséquences ? Quelles perspectives ? par **E. Heyer**, *Directeur Adjoint au Département Analyse et Prévision - OFCE*
- 2009** - Pour un retour du politique contre le règne de l'Economie, par **G. Roustang**, *ancien Directeur du Laboratoire d'Economie sociale et du Travail (LEST)*
- 2006** - Le développement durable, par **J. Haribey**, *Professeur d'Economie de l'Université de Bordeaux*
- Le développement urbain durable, par **J.P. Gaudin**, *Professeur IEP Aix*
- 2005** - Le rapport Lugano, par **Susan Georges**, *vice-Présidente d'ATTAC*
- Le libéralisme est-il un individualisme ? Origine et évolution des théories libérales, par **A. Koulberg**, *philosophe*
- 2004** - Services publics, Entreprises publiques et Europe, par **Y. Salesse**, *Conseiller d'Etat, co-fondateur de la Fondation Copernic*
- 2002** - Démocratie : le risque du Marché, par **G. Roustang**, *Directeur de Recherche au LEST-CNRS*

PREMIERE PARTIE :

LES PROBLEMES ECONOMIQUES AU MENU DU CERCLE CONDORCET D'AIX ? Quelques considérations préliminaires pour alimenter le débat...

Pourquoi parler d'économie au Cercle. ?

Que pouvons nous apporter au débat qui n'ait déjà été dit et redit ?

En effet, des centaines d'économistes plus ou moins distingués nous assèment à longueur de doctes ouvrages et d'articles dans la presse spécialisée ou généraliste, leurs théories ou leurs analyses et commentaires au jour le jour. Experts dans ce domaine, bardés de diplômes des grandes écoles d'Occident ou d'ailleurs, ils méritent a priori notre confiance. Et pourtant, leurs conclusions prédictives sont très souvent démenties ultérieurement par les faits, . et/ou biaisées par leurs à priori idéologiques. (Ex : presque aucun d'entre eux n'avait prévu la crise des subprimes et l'enchaînement catastrophique d'évènements qui l'ont suivie, les millions de gens ruinés et au chômage, les banques en faillite, ainsi que certains Etats, la récession, les plans d'austérité qui plongent des couches sociales entières dans la misère etc...).

Voilà une première raison, pour nous citoyens, de nous pencher sérieusement sur la question ; parce que ces « experts », conseillers des princes, ont une influence considérable sur les décisions prises par les gouvernants en matière de politiques économiques, et sachant combien leurs jugements sont faillibles, n'est-il pas nécessaire que l'opinion publique s'empare de cette question, et si nécessaire puisse jouer le rôle de contre-pouvoir ?

Cette première raison se présente donc comme. une réaction au rôle excessif joué par les experts de tous poils.

La seconde, elle, est de simple bon sens.

Quand on interroge les citoyens sur leurs préoccupations prioritaires, il classent invariablement en tête : l'emploi, le chômage, le pouvoir d'achat , les salaires, dans cet ordre, ou dans un ordre différent suivant la situation économique du moment. Et l'on voudrait qu'ils laissent à des décideurs - élus ou non – le soin de choisir seuls et sans contrôle populaire continu des orientations déterminantes pour l'avenir de la société ?

Les mouvements sociaux provoqués par les projets gouvernementaux successifs de réforme des retraites, sont la preuve éclatante de la volonté populaire d'être partie prenante dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des évolutions économiques, et de son refus de déléguer sans contrôle ses prérogatives à ses représentants même légitimement élus. En dehors des élections, le sentiment populaire s'exprime dans les partis, syndicats, associations etc..., par les grèves et les manifestations, bref, par tous les moyens légaux d'exercice des droits démocratiques

Et ceci nous ramène à un sujet qui est au cœur de nos débats à Condorcet : **la démocratie politique.**

Ce terme désigne généralement la démocratie représentative, dont nous avons largement traité pendant des années – elle le méritait certes, et ses actuels avatars nous obligent à y revenir sans cesse- ; mais il est une autre figure de la démocratie, à laquelle nous avons porté moins d'attention, et qui est **la démocratie économique**, fondée sur le principe de l'égalité inscrit dans notre devise républicaine. Comment y accéder, c'est la 3^e raison pour nous d'intervenir dans ce champ, au niveau des principes et des orientations, sans avoir la prétention de détailler les mesures techniques nécessaires pour y parvenir, et sans nous interdire d'avoir recours pour traiter celles-ci à des spécialistes.

Remarque préliminaire : les politiques fiscale, financière et sociale des Etats sont indissociables de leur politique économique stricto sensu; comme de leur orientation dépendent en grande partie les résultats économiques, il faut donc les prendre en compte dans l'examen de leur situation globale.

44 Quelques questions :

- *Quel rôle pour l'Etat dans l'économie ?*

Quelle politique industrielle ? Exemples en France et ailleurs – le CAC 40 et les PME, la Caisse des Dépôts, etc..

- *Le problème des services publics, des banques et des organismes financiers: privatisations à outrance, ou renationalisations partielles ?*

- *Comment concilier indépendance économique et règlements européens ?*

- *Politique fiscale: comment réduire les inégalités devant l'impôt et le fossé entre les très riches et les plus pauvres ?*

- *Politique sociale: quel est le coût réel du travail en France et ailleurs : le faux débat des 35 heures*

- *Par quels moyens lutter contre le chômage ?*

1) Economie réelle et économie virtuelle

L'économie réelle est celle dont la finalité est de produire des biens et des services, dont la diffusion dans la population favorise le développement économique, l'emploi et l'amélioration du niveau de vie.

L'économie virtuelle est basée sur la spéculation et distribue des richesses imaginaires ; elle est née avec le capitalisme (cf. le système de Law au 18^e siècle), et s'est développée d'une façon incroyable au 20^e siècle, surtout depuis l'explosion des nouvelles technologies de la communication. Aujourd'hui, le capitalisme financier favorisé par la libre circulation des capitaux à travers le monde, représente jusqu'à 10 fois le volume de la production mondiale de biens et services !

Le sommet de la folie spéculative est atteint avec le **High Frequency Trading**, dans lequel ce sont les ordinateurs programmés par des experts qui déclenchent les transactions : un millionième de seconde d'avance ou de retard sur un concurrent signifie des centaines de millions de dollars gagnés .. ou perdus (ex. en mai 2010 à Wall Street).

Les entreprises elles-mêmes, sous la

pression de leurs actionnaires, s'y mettent aussi : privilégiant les placements financiers de leurs profits au détriment de l'investissement productif, elles alimentent la spéculation. (cf. le concept absurde de l'ex PDG d'Alcatel Serge Tchuruk de « l'entreprise sans usine »).

Résultat : la formation, puis l'éclatement d'énormes bulles spéculatives, dans les nouvelles technologies, l'immobilier (subprimes, affaire Madoff etc..), faillites de banques et

d'organismes de crédit, que l'Etat est obligé de renflouer ("too big to fail"). Au final, c'est le citoyen lambda qui paye l'addition, car un jour il faut revenir sur terre, et éponger les dettes, qui ne reposent, j'y insiste, sur aucune création de richesses ..

Dans ce système, la richesse et le pouvoir sont détenus par une caste oligarchique de capitalistes et de financiers, lesquels, par le jeu des participations croisées, est présente dans tous les conseils d'administration.

Pour les citoyens lambda, c'est l'austérité, les coupes budgétaires drastiques imposées aux

Pays en difficulté (Grèce, Islande, Portugal etc, en attendant l'Espagne, l'Italie, et pourquoi pas nous ?) par les diktats des organismes internationaux et des trop fameuses « agences de notation » qui ont partie liée avec les grands groupes multinationaux. (1)

Et les responsables de ces calamités, loin d'être mis hors d'état de nuire, continuent aujourd'hui tranquillement leurs mêmes pratiques, qui aboutiront fatalement aux mêmes résultats.

Le G20 réuni en février, sous la houlette de N.Sarkozy, a été incapable d'adopter des mesures vraiment efficaces pour endiguer la spéculation financière., ou réglementer les cours des matières premières qui s'étaient envolés, aggravant la pauvreté et la misère dans les pays du tiers monde. On s'est contenté de fixer de vagues critères de bonne conduite, sans les assortir de sanctions en cas de non respect : un coup d'épée dans l'eau pour se donner bonne conscience.

(1) *D. Cohn Bendit fait justement remarquer « qu'en réalité, ce n'est pas l'Islande ou la Grèce qu'on veut sauver, mais les banques allemandes, et accessoirement françaises, italiennes et autres, qui se sont mis de la dette de ces pays jusqu'au cou – on parle de 100 milliards de \$ rien que pour les allemandes ! ».*

QUESTIONS :

- ***Que faire pour assainir le fonctionnement de l'économie mondiale ?***

- ***Des mesures dites "de régulation" suffiront-elles ?, ou faut-il carrément changer de système, et, dans ce cas, par quel autre le remplacer ?***

2°) Le rôle de l'Etat : interventionnisme ou « laisser faire, laisser passer »

C'est une des questions fondamentales.

Pour les tenants de l'ultra libéralisme, le rôle de l'Etat doit être limité aux fonctions dites

régaliennes – défense, police, justice, diplomatie -, et encore, on voit surgir des armées et des polices privées, comme en Irak.

Concernant l'industrie et les services – l'ensemble de l'économie marchande, ils estiment que l'Etat n'a rien à y faire : il n'a pas vocation à fabriquer ou à vendre des voitures, ni à produire des ordinateurs ou à concevoir des logiciels. Le marché, par le jeu de la concurrence « libre et non faussée » sélectionnera les meilleurs pour le plus grand bien de tous, producteurs et consommateurs. En France, la plupart des entreprises commerciales ou industrielles nationalisées, soit avant, soit après 45, ont été progressivement reprivatisées – souvent pour des raisons budgétaires autant qu'idéologiques.

Concernant les services publics non marchands, hors fonctions régaliennes, i.e. transports, éducation, santé, communication, le paysage est plus complexe, car ce sont des activités non rentables financièrement par nature, car devant garantir un accès égal et à même coût pour tous, quel qu'en soit le coût de revient. Elles supposent, d'autre part, des investissements considérables, très difficiles à amortir, même sur le long terme. (ex. les infrastructures routières et ferroviaires, les hôpitaux, les réseaux de télécommunications, les facs. etc.).

En France, on a longtemps considéré que ce champ d'activités était du domaine de l'Etat. Ex., les chemins de fer nationalisés en 1937, suite à l'échec des compagnies privées, l'Etat prenant en charge les déficits sur son budget ; l'impôt étant la contrepartie d'un service rendu à tous.

Aujourd'hui, la donne a changé

La France, pour des raisons qui seront analysées plus loin, traverse une période de disette budgétaire aiguë. L'Etat cherche à se désengager le plus possible.

Il le fait de 2 façons :

- **Les privatisations** ; j'en ai déjà parlé à propos de l'économie marchande, mais ici, il s'agit des télécoms, électricité,.. des grandes banques et établissements financiers – dans la mesure où leur activité de crédits à l'économie peut être considérée comme un service public-, des transports – autoroutes, compagnies aériennes etc. ; dans les cas où il conserve une participation au capital, celle-ci lui donne tout au plus une minorité de blocage, mais ne lui permet pas de peser fortement sur la stratégie de l'entreprise.

(Remarque : les traités européens, qu'on met en cause si souvent, exigeaient la mise en concurrence de ces activités p. ex, le ferroviaire, mais non la privatisation.)

Ces privatisations entraînent des hausses de coût importantes pour les usagers –ou « clients »,et/ou une baisse de la qualité des prestations (ex le « low cost » dans l'aérien..

- **le transfert aux collectivités locales** de fonctions assurées jusque là par les services de l'Etat.

En France, ces collectivités assurent déjà 70% des investissements dans les infrastructures routes, hôpitaux etc.. ; la loi leur a récemment transféré de nouvelles compétences – ou charges – qui incombaient à l'Etat, comme.....(à détailler), sans leur accorder les dotations financières suffisantes pour y faire face. Comme le déficit leur est interdit, ces collectivités sont forcées de réduire les budgets alloués, au détriment souvent de la qualité du service rendu et du renouvellement et de l'entretien des équipements., d'où mécontentement des usagers (cf TER, réseau routier secondaire etc.).

Aux USA (et en Grande Bretagne), la situation est analogue : les différents Etats effectuent des coupes budgétaires drastiques, faute de ressources suffisantes pour entretenir les réseaux routiers ferroviaires, les écoles,etc..La majorité républicaine de la chambre des Représentants refuse de voter les crédits nécessaires pour la modernisation des infrastructures demandés par l'administration Obama, p.ex, pour le TGV américain..

QUESTIONS :

- **Comment donner à l'Etat la capacité de contrôler les flux financiers ?**
- **Quelles clés de répartition du pouvoir économique entre les le pouvoir central et les instances régionales ou locales ?**

3°) Dettes et déficits : réalités et fantasmes

Je rappelle que la dette représente le montant global des sommes dues par les Etats à ses créanciers, capital et intérêts.

Le déficit est l'écart négatif entre les ressources et les dépenses dans les budgets annuels

La situation en Europe :

Avant Maastricht, les Etats assuraient le remboursement de leurs dettes et le comblement des déficits en créant de la monnaie, i.e; en faisant marcher la planche à billets.

Le traité de Maastricht le leur interdit.

Lorsque les rentrées sont insuffisantes, ils sont donc obligés de recourir à l'emprunt.

2 cas possibles :

- si l'emprunt est souscrit en monnaies nationales, économiquement, ce sera une opération blanche, car les remboursements, capital et intérêts, seront réinjectés dans l'économie du pays concerné – à condition bien sûr que les clauses n'en soient pas ruineuses pour l'Etat (comme par exemple l'emprunt Giscard de 1973 indexé sur l'or)

- au contraire, si l'emprunt est contracté en monnaie étrangère sur le marché international, l'argent des remboursements va aux créanciers étrangers et l'emprunt constitue une charge irrécupérable, à compenser par l'impôt et/ou par des mesures d'austérité parfois insupportables..

C'est le cœur même de la notion de service public. Le jeu des privatisations et des fusions – absorptions aboutit à la formations de grands groupes dominants, nationaux ou internationaux, appartenant à une oligarchie ; par le jeu des participations croisées, les membres de cette caste fermée sont présents dans de nombreux conseils d'administration, dont ils détiennent les postes clés, qui se transmettent héréditairement.

La frontière entre le privé et le public est devenue poreuse : les haut fonctionnaires ou les politiques en mal de mandats, viennent « pantoufler » dans les entreprises, et vice versa, avec les risques de corruption et de conflits d'intérêts que comportent ces pratiques.

A l'opposé, le régime bureaucratique et ultra dirigiste du tout Etat, imposé aux pays de l'ancien bloc de l'Est – et encore en vigueur à Cuba, en Corée du Nord – a abouti aux désastres que l'on sait. .

QUESTIONS :

- Doit-on laisser libre cours dans tous les domaines à la prétendue « loi du marché » ?

- Ou faut-il installer - ou rétablir- l'Etat dans son rôle de garant de l'intérêt général et d'animateur de la politique économique d'un pays, et dans ce cas, jusqu'à quel niveau de prérogatives ?

Pierre Lagay – 15/11/2011

Deuxième Partie :

**Rétrospective rapide de "l'ère libérale "
Panique idéologique et confusionnisme sémantique
Comment sortir du piège ?**

I - Rétrospective rapide de l'ère libérale, ou : les avatars du libéralisme

Les notions de liberté, d'autonomie de l'individu, émergées très lentement depuis la Grèce antique et revisitées - entre autres - par Montaigne, ont pris corps au 18ème siècle avec les philosophes dits " des Lumières " et avec les libéraux anglo-saxons. Il s'agissait d'instituer la primauté de la Raison et de permettre l'accès au bonheur pour tous en " libérant les énergies productives " .

Très schématiquement, le libéralisme naissant s'est développé selon deux tendances distinctes :

- *l'idéal émancipateur des Lumières* -

dont en particulier Condorcet - et de Kant prônant un humanisme détaché de la religion et débouchant avec la Révolution française sur la recherche d'un équilibre entre l'individu mû par la Vertu et la société à vocation universaliste, dans le cadre d'un projet global basé sur le triptyque " Liberté-Egalité-Fraternité " ,

- *l'idéal*, plus pragmatique et pessimiste quant à la nature de l'homme, **du libéralisme anglo-saxon**, incarné à la suite de Manneville ¹ par Adam Smith et spéculant, avec l'aide de " la main invisible du marché " , substitut de Dieu, sur l'accès au progrès généralisé généré par la concurrence d'individus mus par la seule recherche de leur intérêt propre.

Cette divergence, que l'on pourrait caricaturer sous forme d'opposition politique entre la vertu et le vice, a structuré l'évolution du monde occidental jusqu'à nos jours, l'avantage versant d'un côté ou de l'autre suivant les époques et les espaces géopolitiques. Cette évolution complexe peut grossièrement se résumer à partir de la fin du 18ème siècle en trois phases successives :

- *De la Révolution française à la moitié du 20ème siècle :*

Ce long espace de temps a été marqué dans le monde occidental par l'alternance de périodes de guerre et de paix amenant au dépérissement relatif de l'Europe, ainsi que par une nouvelle phase du colonialisme, tourné non plus vers l'Amérique mais vers l'Afrique et l'Asie.

La " révolution industrielle " , entraînant des bouleversements sociaux, a été

accompagnée d'une succession de révolutions politiques, fortement marquées au plan idéologique (en France : 1830,1848,1870). Parallèlement s'effectuait une affirmation de nouveaux nationalismes (Allemagne, Italie) en opposition à l'universalisme des Lumières, le point culminant de cette évolution étant atteint avec les deux guerres mondiales du 20ème siècle. Partout, le rôle de l'Etat est affirmé et, appuyé sur les avancées démocratiques, accompagne le progrès social et économique. L'idéologie socialiste a irrigué toute cette période, tout d'abord avec les théories des " socialistes utopiques " porteurs d'innovations sociales (coopératives, syndicats ..), et avec le positivisme d'A. Comte. Elle a été supplantée vers la fin du 19ème siècle par le nihilisme, et surtout par le marxisme, devenu avec la révolution de 1917 marxisme-léninisme, "socialisme "scientifique " perverti rapidement en stalinisme, pendant que se développaient les fascismes de plusieurs pays européens.

En Europe cependant, les excès du capitalisme étaient progressivement - et partiellement-contrebalancés par les luttes sociales et politiques, et par le développement de la démocratie. Le capitalisme lui-même sécrétait ses propres anti-corps, avec en particulier dans les années 1930 la promotion du " keynésianisme " .

A contrario, l'Ecole de Chicago prônait avec Milton Friedman des théories inverses, basées en particulier sur le dépérissement de l'Etat (ce qui la rapproche de Marx) et la fin des mécanismes de régulation économique...

Ce bouillonnement d'idées et de folies destructrices a masqué très longtemps l'emprise croissante du modèle anglo-saxon incarné surtout dans le libéralisme américain, dont l'idéologisation apparemment mesurée s'affirmait dans un expansionnisme économique, culturel et territorial sans frein.

- *De la fin de la deuxième guerre mondiale aux années 80 :*

Le traumatisme planétaire de la deuxième guerre mondiale a produit à l'Ouest une prise de conscience de l'impératif démocratique, de la nécessaire coopération inter-Etats (plan Marshall, naissance de la Communauté européenne), et du rôle irremplaçable que devait jouer la puissance publique pour assurer dans de bonnes conditions l'effort de reconstruction et de développement économique. En France, le Conseil National de la Résistance posait les principes d'une nouvelle organisation de la société, théorisée au niveau international par la Déclaration de

¹ Lire de D.R.Dufour : " Le divin Marché " , Denoël, 2007, et "La cité perverse" , Denoël 2009

Philadelphie de 1944 puis par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948².

Les grands programmes publics de reconstruction, d'infrastructures, d'innovations techniques et industrielles (aéronautique, spatial, TGV, nucléaire..) accélèrent en France le développement économique et social dit des "30 glorieuses", tandis que la "guerre froide" entretenait l'équilibre politique Est-Ouest, et que l'Afrique et l'Asie se libéraient du colonialisme.

Le progrès universel paraissait en marche, sous l'égide des rapports de force plus ou moins équilibrés opposant, parfois démocratiquement, parfois sous forme de conflits armés, les idéologies libérale et socialiste.

- Des années 80 à 2000 : la transition libérale :

Les idées de l'Ecole de Chicago, jusque là battues en brèche, ont trouvé en M. Thatcher et R. Reagan des chefs d'Etat dont la pugnacité a permis leur affirmation politique et leur concrétisation dans le monde de l'économie. Ce "néo-libéralisme" a pu jouer de la puissance des multinationales (imposées parfois par la force, comme au Chili), de la mondialisation pourvoyeuse de masses de travailleurs corvéables à merci et de moyens illimités de transport de marchandises. Généralisant des dérégulations nationales et internationales (OMC, FMI), il a sanctifié et imposé la "loi du Marché" aux économies nationales. Et la propagande idéologique, freinée jusque là par la référence au "modèle soviétique", a pu devenir hégémonique (la "pensée unique") avec l'effondrement de celui-ci.

En France, la vie politique bascule à gauche en 1981, à contre courant de l'offensive libérale. La nationalisation d'entreprises sur le déclin permet la modernisation de certains secteurs (chimie, sidérurgie) et la formation de grands groupes industriels compétitifs (Arcelor-Usinor, Péchiney, Airbus ...), donnant l'illusion d'une maîtrise publique des progrès économiques de la société. Mais, peu à peu, sous l'influence du libéralisme anglo-saxon, l'Europe de Maastricht a pu museler les Etats (BCE), imposer la "concurrence libre et non faussée", et élargir la Communauté européenne pour en faire un "grand marché" avant même de consolider l'Europe des 15³. Elle n'a même pas

eu besoin de demander la fin du "ni-ni" (ni nationalisation, ni privatisation) affirmé en 1995 par F. Mitterrand pour que le duo Jospin - Strauss Kahn ouvrent grande la voie des privatisations, et reconnaissent sans état d'âme le bien-fondé des stock-options et des parachutes dorés.

Le libéralisme a conquis les esprits - du moins ceux des dirigeants -, et plus rien ne semble pouvoir désormais inverser ce processus qui consiste à confier la responsabilité de la totalité de la sphère productrice à l'entreprise libérale, la sphère publique conservant l'Administration (en voie de réduction), les services publics (dégarnis de leur partie susceptible d'être rentabilisée) et ...le SAMU social.

- L'époque des "bulles" :

La bulle des nouvelles technologies (2000) aurait dû alerter les responsables publics sur les risques inhérents aux excès de la pratique libérale. Mais les privatisations sont accélérées (sociétés d'autoroutes entre autres), les niches fiscales sont multipliées (dont les Lois successives organisant le financement public par exonération d'impôt de l'enrichissement personnel basé sur les achats immobiliers⁴); les riches, considérés comme les seuls vrais moteurs de l'économie, bénéficient du très symbolique "bouclier fiscal". La course à l'hyper-enrichissement bat son plein. Et le projet de Traité Constitutionnel européen, accepté par tous les Parlements nationaux mais rejeté démocratiquement par référendum dans trois pays, dont la France, est imposé en définitive par dessus la tête des citoyens sous le nom de Traité de Lisbonne;

C'est dans ce contexte que la bulle des sub-primes éclate, avec son cortège de scandales et d'escroqueries record (les emblématiques 50 milliards de dollars de Madoff⁵). Aux Etats-Unis, des millions de foyers abusés par les banques sont expulsés des maisons dont ils ne pouvaient plus assurer le remboursement. Les Etats occidentaux s'endettent comme jamais pour sauver des banques qui, enivrées de techniques financières ultra-sophistiquées et de "pyramides de Ponzi" se sont noyées noyées sous la masse des titres pourris. Des pays enviés depuis dix ans pour leur économie florissante et leur niveau de vie sombrent dans la faillite (

² L'esprit de Philadelphie - Alain Supiot - 2010 - Le Seuil

³ Conférence de G. Spitaels- Cercle Condorcet -- Février 2004

⁴ Lois De Robien, Scellier et autres

⁵ Personnage au patronyme symbolique (Mad...), auteur de la plus grande escroquerie de tous les temps,

Islande) ou doivent accepter l'aide de la C.E. (Grèce, Portugal, puis Espagne), tout en refusant parfois comme l'Irlande de mettre fin au dumping fiscal qui leur assurait l'apport de la finance internationale.

La France s'aperçoit alors -enfin- des ravages imposés par la mondialisation débridée et la course aux profits boursiers : à force de rachats d'entreprises par des fonds spéculatifs qui les ferment après avoir pillé leurs brevets, de " licenciements boursiers " et de délocalisations d'entreprises, de proclamation de l'ère des services censés se substituer avec profit aux productions manufacturières,... le poids de l'industrie dans le PIB est passé de 30% en 2000 à 15 % en 2009 ! Le chômage s'accroît, de même que la part des CDD et des emplois à temps partiel. Sur la période des trente dernières années, on s'aperçoit que la redistribution de la croissance s'est faite de plus en plus largement à l'avantage des actionnaires et au détriment des travailleurs.

Et, pour résorber les déficits publics générés par le chômage, l'évasion fiscale et les cadeaux faits aux plus fortunés, la seule solution mise en avant est désormais de diminuer les ressources des services publics et supprimer des postes de fonctionnaires... Ainsi, la spirale du néo-libéralisme arrive à son point culminant : ayant détourné un maximum d'argent public pour satisfaire les folies financières d'une minorité, elle peut s'engager dans la voie du toujours moins d'Etat et de justice sociale en privatisant ce qui peut l'être encore de services au public.

La rapidité de cette évolution régressive a été telle que les contre-pouvoirs, eux-mêmes en partie abusés par le mirage libéral, n'ont pas encore réagi à la hauteur de l'enjeu : les Partis de Droite sont aux manettes dans la presque totalité des pays européens; les Partis de Gauche, encore sous le coup de l'effondrement du système soviétique, ont peur d'avancer des propositions risquant d'être taxées d'étatistes ou de révolutionnaires par l'intelligensia à la mode; certains d'entre eux continuent à se réfugier dans l'invocation abstraite de l'anti-mondialisation, ainsi que dans la militance anti-raciste et la défense des sans-papiers. Sur ce fond d'incertitudes, la mode du déclinisme tend à invoquer l'incapacité de notre pays à s'adapter aux impératifs de la mondialisation parée du charme de la modernité.⁶

Une réaction timide est cependant en train de s'opérer, pour plus de régulation du

système économique, pour moraliser la vie publique, et pour réaffirmer le rôle de l'Etat, apparu lors de la dernière crise comme dernier rempart contre le dépeçage des biens et des droits, alors que l'Europe, empêtrée dans sa diversité et son penchant libéral, peine à jouer un rôle autre que celui de pompier.

Par ailleurs, la prise de conscience des enjeux environnementaux, de la finitude des ressources naturelles, de l'absurdité de la course au profit et à la consommation sans frein ni fin, fait émerger peu à peu l'idée d'une nouvelle façon de vivre, plus économe, plus soucieuse de biens immatériels et de fraternité, et par conséquent fait remettre en question l'objectif même de la croissance d'un PIB strictement matérialiste.

Ces flottements et ces contradictions témoignent du désarroi d'une société qui, ayant abandonné les perspectives plus ou moins marxisantes, a été prise de force par les tenants d'un libéralisme qui, débarrassé de son principal compétiteur, fonctionne désormais " sans complexe ". Ils servent à plein la cause des Partis d'extrême Droite, arc-boutés depuis trente ans sur les questions de sécurité et d'immigration, mais reprenant soudainement à leur compte, en France du moins, les questions plus larges de société (emploi, protectionnisme économique, redistribution des richesses...) sur lesquelles le débat public était resté sans effet jusqu'ici.

Ce court historique, sans doute entaché d'approximations, d'oublis et d'erreurs, a tenté de montrer le sens des évolutions subies par nos sociétés. Cette analyse factuelle ne suffit cependant pas à comprendre les raisons profondes de ces évolutions, qui tiennent à la fois à des causes objectives et à une part d'irrationalité qu'il peut être instructif d'analyser.

II - Comment expliquer ce gâchis ?

La situation actuelle relève d'un paradoxe : comment se fait-il qu'après des siècles de progrès scientifique, technique, économique, social, philosophique, alors que les richesses accumulées excèdent tout ce qu'ont connu nos ancêtres⁷, ait pu s'opérer cette inversion des tendances qui rend l'avenir de l'humanité aussi incertain et inquiétant?

⁶ Ce texte a été écrit en 2011, soit avant le récent sursaut démocratique de Mai 2012

⁷ Joseph Stiglitz, prix Nobel d'Economie en 2001: La pénurie à l'âge de l'abondance - Les Echos, 6 Juin 2008

Afin de tenter de répondre à cette question, il est bien sûr nécessaire d'éviter le manichéisme, en reconnaissant la part de vérité que contiennent les arguments des libéraux : la mondialisation des productions et des échanges a accru le niveau de vie matériel d'une grande partie de l'humanité; et, même si le libéralisme économique n'y est pour rien, il n'a en tous cas pu empêcher l'accès à la démocratie du sous-continent amérindien du Sud, et, on doit l'espérer, d'une partie des pays arabes.

Mais ce constat, que l'on peut relier aussi bien à la dynamique évolutive de l'humanité, dynamique en voie d'accélération croissante, n'enlève rien sur le fond à la question posée plus haut.

En première analyse, nous distinguerons deux catégories de causes susceptibles d'expliquer le phénomène :

Les causes objectives de la rupture des années 80 :

La principale tient sans nul doute à l'affaiblissement, puis à l'écroulement du modèle soviétique, fer de lance des espoirs révolutionnaires et - bien qu'illusoirement - de justice sociale et d'égalité. En l'espace de quelques années, le contre-poids exercé pendant plus de soixante ans à l'hégémonisme libéral perdait non seulement toute sa puissance matérielle, mais aussi sa crédibilité morale. Il était normal dans ces conditions que le clan gagnant proclame sa légitimité et en profite pour étendre au maximum son espace vital. Et ce d'autant plus que dans les pays débarrassés du communisme l'accès au pouvoir de tenants du libéralisme permettait de renverser l'orientation politique globale d'une Europe en cours d'élargissement, et d'ailleurs déjà bien ébranlée idéologiquement.

Un autre facteur décisif a tenu à la généralisation de l'idée, déjà expérimentée au cours des 30 Glorieuses, que le développement économique, appuyé sur des progrès technologiques inédits, pouvait être considérablement amplifié par les effets d'échelle, et par conséquent par les concentrations économiques et la spécialisation (des entreprises et des pays), ainsi que par la fin du protectionnisme programmée sous l'égide de l'OMC. Le constat des déperditions d'énergie liées au dirigisme économique, à la planification étatique et, dans beaucoup de pays en développement, à la faible productivité de la fonction publique, semblait aussi justifier les réformes à la hache imposées par le FMI. Dans tous les cas, la caution apportée par les

organismes dits internationaux (mais de fait cornaqués par les agents économiques occidentaux, principalement américains) apportait une apparence de légitimité et d'intérêt général à l'ensemble des mesures prises.

Les causes subjectives ou irrationnelles :

Ces causes n'auraient cependant pas suffi à elles seules pour assurer le triomphe et l'hégémonie du libéralisme, devenu néo-libéralisme. Il y fallait l'apport de la libération d'énergies négatives et la passivité des contre-pouvoirs institués. Différents aspects peuvent être pris en compte à ce sujet :

- *le détournement des principes libéraux originels*, pour lesquels l'altruisme, s'il n'était pas le fait de la nature humaine, était censé organisé en sous-main (de Dieu) par le mécanisme de la concurrence contrôlé par la volonté divine. Débarrassé de la référence à Dieu, le néo-libéralisme a fait de la réussite individuelle non plus un moyen mais une fin en soi. La recherche du profit maximal, favorisée par des institutions nationales et internationales complices, a conduit à la "Loi de la jungle" généralisée, à l'écrasement des perdants (les faibles mais aussi l'Environnement) au bénéfice d'une minorité de rapaces. Le libéralisme économique, vauté dans l'orgie de la spéculation financière, a pu aller jusqu'au bout de son opposition à la philosophie des Lumières et à tout humanisme; il a vidé le cerveau des riches de toute référence morale et philosophique (mises à part des exceptions telles que celle de Bill Gates perpétrant une vieille tradition de l'establishment US). C'est là le scandale éthique dont parle Fitoussi, ou le sadisme économique qu'analyse D.R. Dufour⁸.

- *les entorses à l'idéal du "self made man" anglo-saxon* : désormais, la fortune doit se transmettre aux héritiers, même incapables, et pour cela il faut tordre le cou aux droits de succession; on se gave avec l'argent public (Loi Sellier et autres...); on spéculait même sur la pauvreté (subprimes); on ne craint pas de vendre du vent (pyramide de Ponzi); le mensonge est institutionnalisé⁹ (déjà dans les années 30, Rockefeller expliquait que le fin du fin pour un marchand serait par exemple de réussir à vendre un réfrigérateur ... à un esquimau), de même que le *délit d'initié* (que peuvent les petits actionnaires face aux super

⁸ Conférence au Cercle Condorcet - Novembre 2011

⁹ Galbraith - Les mensonges de l'économie

calculateurs des banques ?); on casse la concurrence en achetant à tour de bras des entreprises saines pour les fermer ensuite et constituer des monopoles;

- **la propagande idéologique et les détournements sémantiques** : la liste serait trop longue des fausses évidences proclamées inlassablement et reprises par des médias moutonniers¹⁰. Les arguments d'autorité sont brandis comme des massues, tel le "**there is no alternative**" de Margareth Thatcher. Le vocabulaire employé est lui-même trompeur ou savamment ambigu (*cf. encadré en annexe*).

Aux USA, la mystification idéologique a pris une ampleur inégalée avec la promotion de la "pensée dite positive" (à ne pas confondre avec le positivisme d'A. Comte en France), miroir aux alouettes consistant, en application de la formule "yes, I can", à faire croire, y compris aux plus défavorisés, que chacun est seul responsable de son sort¹¹.

- **le ventre mou du socialisme** : face à cette guerre idéologique, le socialisme, rendu impuissant par la fin du soviétisme - auquel pourtant il ne devait rien - a abandonné ses références marxistes, au point de bannir la notion de lutte des classes, alors même qu'elle est mise en pratique plus que jamais par les libéraux. Acceptant la finalité libérale (Fabius : "il est normal de faire fortune"), il a renoncé à la propriété collective d'une partie des moyens de production, et ce sans que l'Europe ait eu besoin de le demander, et sans le moindre débat démocratique. Il s'est replié frileusement sur l'Etat providence, réparateur de plus en plus dépassé par l'ampleur de la casse, et sur l'éloge de la diversité, substitut pratique à l'idéal d'égalité¹² permettant de faire

l'impasse sur le peuple des travailleurs de plus en plus spoliés du travail¹³;

- **la mutation des élites** : la dernière période a vu non seulement le délitement de la pensée de Gauche, mais en plus le renoncement des élites à privilégier le service de l'intérêt général. L'universalisme socialiste s'est joint à l'internationalisme des classes dirigeantes pour sacrifier la Nation et l'Etat au bénéfice de

l'Europe. Surtout, aux générations de grands commis de l'Etat formés par les Grandes Ecoles ont succédé des cadres majoritairement déterminés par la recherche de leur réussite financière personnelle, optimisée pour ceux qui deviennent traders. Certains ont joué au poker menteur avec les fonds de leur entreprise, faisant ensuite payer la casse par les actionnaires (J6M), voire par les contribuables (le Crédit Lyonnais, dont on continue à mettre la faillite sur le compte du statut d'entreprise publique, alors que ses dirigeants, Inspecteurs Généraux des Finances, ont pris seuls des décisions aberrantes et sont scandaleusement lavés de tout soupçon).

La corporation des économistes, réputée désormais pour ses erreurs de jugement à répétition, a elle aussi perdu une bonne part de sa crédibilité, de même que le monde médiatique, à forte tendance moutonnaire. Quant aux "élus du peuple", fort peu représentatifs de la composition sociale de celui-ci (mis à part les ceux issus des minorités visibles, alibis cooptés au plus haut niveau), ils continuent comme si de rien n'était à faire de longues carrières (à vie..) à cheval chacun sur deux ou trois fauteuils bien rémunérés¹⁴.

Le plus étonnant est que, malgré tout cela, la société, structurée par des institutions solides bien que vieillissantes, continue encore à tenir debout,... Jusqu'à quand ?

III - Comment sortir du piège ?

Remarquons tout d'abord que l'enjeu n'est plus seulement national ou européen, mais qu'il est devenu de fait mondial. Il est clair également que les avancées apparentes effectuées par la pratique démocratique depuis deux siècles sont mises en péril par une nouvelle forme de domination, celle de l'**oligarchie mondialisée**¹⁵. Celle-ci, comparable à l'aristocratie d'ancien régime, hormis souvent le niveau culturel, joue à fond la lutte des classes, concept abandonné par la Gauche, en utilisant des moyens modernes de communication¹⁶.

Par ailleurs, il est de plus en plus évident que les excès du consumérisme planétaire

¹⁰ Manifeste d'économistes atterrés

¹¹ Conférence de P.Lagay, Cercle Condorcet d'Aix, "La pensée dite positive, responsable de la crise ?", 17 Mars 2010, à partir du livre de B. Ehrenreich "Le bon côté des choses, ou comment la pensée positive a ruiné l'Amérique"

¹² M.Masson - L'apologie de la Diversité supplante-t-elle l'objectif de l'égalité - Cercle Condorcet-Déc.2010

¹³ Eric Conan - La gauche sans le peuple - Fayard, 2004

¹⁴ Mais heureusement le changement semble désormais é-imminent sur ce plan

¹⁵ H. Kempf - "L'oligarchie, ça suffit, vive la démocratie, Ed. du Seuil, Paris, 2011

¹⁶ R. Murdoch, 3ème fortune mondiale, dans un entretien récent : "La lutte des classes que vous avez abandonnée, c'est nous qui la menons maintenant"

compromettent l'avenir de l'humanité, par le jeu de la contradiction insoluble existant entre les niveaux respectifs des consommations et des ressources disponibles, et par celui de l'inflation des risques (climatiques, technologiques, naturels..).

Or, face à ce défi, les solutions ne peuvent venir a priori ni des classes dirigeantes, parties prenantes de l'oligarchie mondialisée, ni des pays en développement, occupés à rattraper le niveau de consommation des pays riches, ni des institutions internationales, engluées dans le système depuis trop longtemps pour être à même de changer de cap rapidement.

La responsabilité de cet avenir incombe donc essentiellement aux citoyens capables de s'organiser pour définir et imposer ce changement de cap, en reprenant le flambeau des évolutions positives abandonné par les générations actuelles. Mais il est aussi évident que la démocratie représentative est un relais incontournable de la conscience citoyenne, et il convient donc d'examiner de plus près ce qui peut servir de levier auprès d'elle, puis de faire un inventaire du souhaitable et du réalisable en termes de changement de cap.

Pour un réarmement moral du politique ?

Les Partis dans leur ensemble ne manquent sans doute pas de dirigeants et de militants insatisfaits et désireux de participer à un renouveau du projet politique susceptible de tracer des perspectives de progrès pour l'ensemble de la société. Ces aspirations tardent cependant à donner corps à ces aspirations, et ce semble-t-il pour diverses raisons :

- ils se sont laissés convaincre que l'échec du communisme signifiait en même temps celui du socialisme, et plus largement de l'impossibilité de sortir de l'ornière néo-libérale autrement qu'à la marge. Ayant intégré mentalement l'idée de déroute idéologique des idées d'égalité, ils rêvent d'aménagements techniques susceptibles d'humaniser les rapports socio-économiques;
- ils se sont coupés du peuple, en grande partie parce que leurs porte-paroles, issus essentiellement du processus de sélection couplant héritage socio-culturel et élitisme républicain, ont perdu la fibre populaire qu'ont eue certains de leurs aînés;
- ils ont été formatés par la pensée libérale dispensée par l'ENA et les IEP et, devenus les alter-ego des cadres dirigeants des grandes entreprises, ils ont troqué la vocation de cadres administratifs contre la fonction d'élus. Ils se

trouvent ainsi en situation de consanguinité avec une élite économique et médiatique suffisamment homogène pour devenir imperméable à des influences étrangères au sérail;

- ils sont plus préoccupés par ce que peuvent penser d'eux les grands intellectuels bien pensants que par l'avis de la masse des citoyens anonymes et des penseurs non conformistes;
- visant le carriérisme politique à vie, basé sur le cumul des mandats, ils évitent de prendre des risques en s'engageant sur des voies nouvelles sortant de la doxa en vigueur. Si les élus locaux se cantonnent trop souvent à installer des ronds-points, les élus nationaux semblent par exemple prendre plus plaisir à voter des lois sur la répression des négationnismes de tous poils et de la prostitution qu'à s'attaquer aux dysfonctionnements socio-économiques et politiques majeurs de notre société.

Il sera donc extrêmement difficile aux citoyens d'obtenir des changements significatifs des comportements politiques, comme le montre par exemple le retard pris pour instituer le non-cumul des mandats ou la réduction des couches constituant l'empilement des instances politico-administratives¹⁷. Et, nos élites ayant manifestement perdu le goût de la réflexion et de l'innovation, les citoyens devront faire preuve de beaucoup d'imagination et de détermination collective pour obtenir ces changements¹⁸.

Heureusement, les propositions constructives qu'ils ont d'ores et déjà formulées sont bien plus nombreuses que celles qui alimentent de débat médiatique. Il est intéressant d'en dresser un inventaire ordonné, même incomplet.

Panorama simplifié des options économique-politiques disponibles :

Parmi la multitude d'idées et d'expérimentations ayant germé dans les cerveaux humains, il est nécessaire en première analyse de discerner celles qu'il est raisonnablement souhaitable - voire impératif - de mettre de côté de celles qui semblent porteuses d'avenir.

¹⁷ J. Attali considère que, dans un système où les élus sont les premiers intéressés par le maintien du statu-quo, seul un référendum permettrait de mettre un terme à ces aberrations.

¹⁸ Là encore cependant, les tout nouveaux changements à la tête de l'Etat français ouvrent la porte à des espoirs hier encore invisibles;

Ce qui n'est pas - ou plus - acceptable ou simplement réaliste :

- **le modèle soviétique**, qu'il faut se garder cependant de confondre avec ses fondements théoriques, lesquels, restés pertinents sur divers points, font aujourd'hui l'objet d'un regain d'intérêt, et peuvent servir en partie à repenser le socialisme. Il faut par ailleurs tenir compte de son avatar chinois, hybride de collectivisme dictatorial et de libéralisme, et dont l'efficacité, malgré son caractère non démocratique, s'impose au reste du monde.

De fait, la principale leçon à tirer de l'échec du communisme réside sans doute dans l'idée qu'il n'est pas possible dans une société moderne de construire un système économique viable à long terme en dehors d'un fonctionnement démocratique. Ce qui en miroir permet sérieusement de douter de l'avenir du néo-libéralisme piétinant les acquis démocratiques.

- **le modèle néo-libéral**, débarrassé de la régulation divine et de la référence morale, et de ce fait destructeur de l'homme et de la nature. Là non plus cependant, tout n'est pas à rejeter, compte tenu des impulsions données par l'esprit d'initiative et d'innovation, et par le jeu de la compétition, à condition qu'elles soient transcendées par l'objectif prioritaire de l'intérêt général.

- **la poursuite d'une croissance matérialiste** destructrice d'une planète déjà fortement pénalisée par le modèle économique occidental, et qui ne pourrait supporter les conséquences d'une extension de ce modèle à l'ensemble de la population mondiale¹⁹.

Ce qui paraît relever de l'utopie irréalisable, du moins à moyen terme :

- **l'autogestion généralisée**, utopie généreuse théorisée par le PSU (et, bien avant, prônée par le mouvement anarchiste), et reléguée aux oubliettes de l'Histoire avec la fin du "modèle yougoslave" et le ralliement de ses promoteurs, dont M. Rocard, au libéralisme;

- **l'autarcie**, avec la fermeture des frontières et le repli nationaliste .

Les différentes formes alternatives de production et d'échange :

Les libéraux ne font pas que développer au maximum le seul système de production qu'ils reconnaissent en tant que générateur de profits privatisables. Ils s'emploient aussi, avec toute leur puissance propagandiste, à éradiquer toute autre moyen susceptible de concurrencer ce

système, ne serait-ce qu'à la marge, et de réduire le champ de son expansion à venir. Cette manœuvre a particulièrement bien réussi pour neutraliser la " société d'économie mixte " mise en application en France avec les nationalisations de 1981, héritières d'une longue tradition étatique reliant Colbert au CNR et à de Gaulle. Minimisant systématiquement les réussites pourtant incontestables de ce système alternatif, ils lui ont fait porter tout le poids des erreurs de dirigeants inconscients laissés sans contrôle démocratique par le pouvoir politique. La faillite du Crédit Lyonnais sert encore d'argument anti-nationalisations, alors que celle de J.M. Messier ou, aux USA, de très grandes banques, sont censées relever d'accidents quasi normaux de la vie économique. Il n'est donc plus question dans notre pays de cette formule d'organisation économique, contrairement à l'Allemagne, où les Länder investissent avec constance dans les petites et moyennes entreprises, dont on s'étonne chez nous qu'elles soient beaucoup plus performantes que les nôtres²⁰.

La propagande menée avec détermination en faveur de l'entreprise libérale a presque réussi à faire oublier les multiples formes alternatives d'organisation du monde de la production de biens et de services, qui pourtant assurent plus de 50% du PIB.

En mettant à part les **Services Publics**, situés par nature hors marché mais convoités avec insistance par les néo-libéraux, un inventaire rapide de ces formes alternatives présentes dans l'économie de marché permet de distinguer :

- les travailleurs indépendants et les TPE (Très petites entreprises) du commerce et de l'artisanat,
- les petites et moyennes entreprises,
- les grandes entreprises, le plus souvent multinationales
- les structures coopératives, telles que les SCOP ouvrières, les GAEC agricoles, certains Bureaux d'Etude ou des Groupes médicaux, les structures de l'économie sociale et solidaire,

¹⁹ Sauf à prendre en compte l'épouvantable scénario décrit par S. George dans son livre à charge "Le Rapport Lugano" - conférence du Cercle Condorcet d'Octobre 2005

²⁰ Nous "découvrons" par exemple (Le Monde du 20 Juin 2012) que cette collectivisation à l'allemande des moyens de production a permis par exemple à la KfW, banque d'investissement détenue à 100% par l'Etat et les Länder et pesant près de 500 milliards d'euros, de jouer un rôle essentiel dans le développement industriel, et de posséder même 20% du capital de Volkswagen. Cet Institut s'inspirait à sa création ... du Crédit National français, allègrement sacrifié depuis sur l'autel du libéralisme !

- les entreprises publiques, qu'elles résultent de la privatisation d'entreprises privées ou qu'elles aient été créées ex-nihilo par la puissance publique. Le capital de ces entreprises peut suivant les cas être entièrement ou partiellement détenu par la puissance publique, en fonction du poids que celle-ci veut détenir dans le Conseil d'Administration,
- les Etablissements publics à caractère industriel et commercial,
- les Sociétés d'économie mixte, les Régies communales

Remarque : *les disparités existantes entre ces différents modes de production sont considérables.. En effet, l'éventail de ces finalités va des activités destinées avant tout à satisfaire l'intérêt général à celles dont le seul but est de générer le maximum de profit pour des individus ou des groupes sociaux restreints. Par rapport au sujet qui nous intéresse (l'Economie au service de la société), il serait sans doute judicieux de les regrouper en fonction du critère de leurs finalités On obtient alors le classement suivant :*

- **les services publics** (ou services d'intérêt général au sens de la C.E.), financés par l'argent public (impôts, prélèvements sociaux) au service de l'ensemble de la population, ex.: justice, police, éducation, santé
- **les structures para-publiques** jouant un rôle d'appui aux politiques publiques, et financées de manière mixte : dotations d'Etat ou de collectivités territoriales, cotisations volontaires, paiement de services par les usagers, ...ex : , associations, entreprises culturelles, Fondations, ...
- **les structures à statut marchand mais destinées en priorité à assurer un rôle d'intérêt général** : Coopératives, Régies, Sociétés d'Economie Mixte, Etablissements Publics,
- **les structures à finalité marchande** : travailleurs indépendants, professions libérales, artisans et commerçants, PME, grandes Entreprises

Il faut souligner que les Services Publics, financés par l'impôt et situés par conséquent hors marché, constituent une catégorie à part, de même que les services administratifs. La confusion entretenue entre Services publics et Entreprises publiques a certainement conduit à minimiser l'importance de ces dernières, et à les exposer aux critiques des libéraux, ceux-ci invoquant la pression de l'Europe, alors que

celle-ci n'a jamais fait de distinction entre les capitalisations étatique et privée²¹.

Comment faire cohabiter harmonieusement ces différents systèmes ?

La (vieille) sagesse populaire nous a appris qu'il ne fallait pas mettre tous ses oeufs dans le même panier. Nous savons aussi que les monopoles suppriment automatiquement la liberté de choix, que ce soit dans le monde économique, politique ou des idées. L'obsessionnelle construction du monopole libéral, dévorant tout ce qui s'en différencie, a montré sa capacité de nuisance. Il n'est même plus nécessaire d'invoquer une référence idéologique pour proclamer qu'il est devenu urgent d'arrêter ce processus destructeur et de restaurer la diversité dans toutes ses dimensions; Ce qui ne veut pas dire qu'il faille abolir la " libre " entreprise, voire le "droit de faire fortune", du moins tant que les moyens utilisés ne contreviennent pas aux règles de l'éthique. Mais ce droit, pour être circonscrit dans des limites telles qu'elles interdisent de nuire à ceux qui refusent cette logique, doit être garanti par des organismes juridiques de contrôle dotés de réels pouvoirs d'investigation et d'intervention judiciaire renforcés par rapport à l'actuelle Autorité des Marchés Financiers. Il est donc impératif que la société s'organise pour garantir une répartition équilibrée des ressources et des moyens d'action entre les différents systèmes économiques, et plus largement entre les différentes options de développement. Ce qui ne peut s'envisager sans rééquilibrage entre les différents groupes de pression qui impulsent les changements. D'où le rôle inédit à jouer par le débat démocratique, qui doit évoluer dans un sens participatif d'une part, et dans celui d'une représentation plus juste entre les différentes composantes de la société. Toutes évolutions qui nécessitent, au moins au départ, une action volontariste : dans une société très inégalitaire, les actions d'inspiration caritative ne font qu'entretenir ces inégalités en évitant seulement à certains de sombrer définitivement; seule une aide à l'acquisition d'outils (de formation, de communication, de débats publics, d'organisation..) peut permettre aux groupes sociaux non représentés dans les sphères dirigeantes de faire entendre leurs

²¹ Y. Salesse - Services publics, Entreprises publiques et Europe_ Conférence du Cercle Condorcet - Mai 2004

points de vue et de faire admettre leurs solutions.

Dans le monde économique, deux orientations complémentaires doivent donc être développées :

- **museler la capacité de prédation du système libéral** en renforçant très fortement les réglementations, les régulations, les obligations de transparence, les contrôles, toutes actions qui à la suite de la dernière crise, ont été amorcées au niveau international, mais n'ont été que très insuffisamment mises en oeuvre pour le moment. La taxe Tobin défendue par ATAC, bien que proposée avec un taux très modeste, va dans le sens de la limitation des transactions financières. Des initiatives sont envisagées par certains pays pour instituer des taxes sur l'empreinte environnementale des productions et des transports de marchandises. Mais on attend encore l'intervention de la C.E. pour interdire le dumping fiscal auquel restent accrochés certains Etats qui, comme l'Irlande, n'ont toujours pas compris que la drogue financière, pernicieuse pour les autres Etats européens, les menait eux-mêmes à la catastrophe.

L'exemple de l'Islande est sans doute à méditer, si ce n'est à imiter : dans ce petit pays, mené à la faillite par des spéculateurs et des politiciens irresponsables, le peuple a décidé de ne pas honorer des dettes colossales décidées par dessus leur tête. Dans certains pays d'Amérique latine est proclamé le droit à réquisitionner des entreprises au comportement amoral. A quand des sursauts démocratiques comparables en Europe?

- **apporter une aide publique déterminée**, sous différentes formes - appui technique, recherche appliquée, conseil, participation financière - aux secteurs économiques dont les finalités sociales auront été reconnues, en évitant de continuer de donner des subventions sans contre-partie.

- **relancer l'économie mixte**, encore puissante dans notre pays jusqu'au milieu des années 90, puis sacrifiée aux sirènes libérales; encore faut-il veiller à ce que les Directions d'entreprises ne soient plus accaparées par des privilégiés (issus en général de Grandes Ecoles) mais soient attribuées en fonction des compétences, et à ce que l'Etat (ou la collectivité locale) joue pleinement son rôle d'actionnaire soucieux de ses intérêts et de l'avenir de l'entreprise, et se contente de prises de bénéfices raisonnables. Ainsi que cela fut fait par le passé (Airbus, TGV, Spatial, Nucléaire...), la maîtrise publique d'une

partie significative des moyens de production devrait permettre de mettre en oeuvre de grands programmes industriels et technologiques (par exemple : dans les biotechnologies, les énergies renouvelables, les technologies de la construction économes en énergie, la mise aux normes énergétiques modernes pour l'habitat, le recyclage, les transports en commun, etc..). Suivre pour ce faire l'exemple de l'Allemagne, déjà citée, où les landers prennent des participations dans des PME, et même dans de grandes entreprises (Volkswagen, Electricité, Deutsche Bahn...), sans que quiconque ose les accuser du "délict" de nationalisation (dit aussi étatisation ou collectivisation).

Le gouvernement Fillon a ré-ouvert cette voie en créant un Fonds spécial industriel (FSI), qu'il serait nécessaire d'abonder beaucoup plus largement. La re-nationalisation d'une ou deux grandes banques d'investissement interdites de dérives spéculatives servirait à aider au développement des PME-PMI innovantes. Et pourquoi ne pas envisager la création de fonds d'investissement citoyens ouverts à tous ceux qui accepteraient que leurs gains soient limités (donc inférieurs à ceux que proposent - théoriquement - les actions manipulées par la Bourse), mais qui soient garantis en retour contre les pertes? ²²

- **développer un effort de recherche fondamentale et appliquée** de grande ampleur, dans le cadre des Universités, des organismes de recherche publique, et en partenariat avec le privé et des structures étrangères. Cette orientation est capitale pour l'avenir, aussi bien pour les structures publiques que pour les entreprises privées; Elle doit donner lieu à des prises de brevets permettant un retour sur investissement pour ré-injecter les gains dans le système productif ou dans la recherche.

- **aider l'Economie sociale et solidaire à s'organiser et se développer**²³

²² Le nouveau Ministère en charge de l'industrie semble bien parti pour oeuvrer dans cette voie

²³ Cf. dernières conférences du Cercle Condorcet : "L'Economie Sociale et Solidaire en Europe", par D.Stokkink, et "La précarité énergétique, enjeux socio-économiques et perspectives", par Cl. Bailly et G. Roustang

CONCLUSION

La nécessité d'une réappropriation démocratique de l'élaboration des choix fondamentaux :

- **au niveau des options de développement** : le modèle productif et consumériste actuel n'est pas viable à long terme, tout le monde (ou presque) en convient. Il est donc impératif de passer le plus vite possible à des modèles radicalement différents. Diverses options ont d'ores et déjà été proposées, et ont fait l'objet de théorisations, telles que :

- la **décroissance**, globale ou à base énergétique : notion de "sobriété énergétique", plans locaux de décroissance énergétique...

- la **croissance qualitative** comme substitut à la croissance purement quantitative.

Les leviers utilisables pour concrétiser ces options sont nombreux, et peuvent être mis en oeuvre avec plus ou moins de célérité et d'intensité en fonction des problématiques locales et du degré de mobilisation des citoyens et des pouvoirs publics. Ils concernent entre autres :

- **l'auto-limitation des consommations individuelles et collectives, afin d'éviter le gaspillage des ressources naturelles et de l'environnement : chaque citoyen détient une part de responsabilité dans le choix de la quantité et de la qualité des produits qu'il acquiert (ex: consommations énergétiques, durabilité, options de recyclage, etc.);**

- **la re-territorialisation au moins partielle des productions et des échanges, afin de limiter le plus possible les transferts à longue distance : voir les expériences de circuits courts, de "kilomètres zéro" en France ou en Italie par exemple**

- **l'adoption préférentielle des solutions collectives chaque fois qu'elles ont un meilleur rapport qualité-coût et qu'elles intègrent les préoccupations d'environnement : tels sont les cas en particulier des transports en commun et de l'habitat collectif.**

On peut ainsi raisonnablement considérer que, une fois débarrassée des excès du consumérisme, l'humanité entrera progressivement dans une "civilisation de l'intelligence", dans laquelle primeront l'éducation, la recherche, la culture, l'altruisme. Une course est d'ores et déjà engagée entre cette perspective et celle d'une faillite généralisée.

Ces changements d'habitudes n'ont cependant aucune chance de se développer si les pouvoirs publics ne jouent pas à plein leurs rôles d'organisateur (planification de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme²⁴), d'investisseur, de coordination, d'encadrement et de contrôle des opérateurs locaux, ainsi que de recherche opérationnelle et de formation des différents acteurs. Tout le contraire donc de la situation actuelle où, en application des Lois de décentralisation, l'Etat s'est désengagé d'un grand nombre de responsabilités, jusqu'à par exemple confier la résolution d'une partie du problème posé par le déficit en logements à des investisseurs privés aidés par des exonérations d'impôts.

Cette grave lacune, moins marquée dans d'autres pays, impose de considérer la question sous l'angle de **changements structurels profonds de notre société au niveau de l'organisation de la collectivité** :

Nombre d'observateurs pertinents tirent la sonnette d'alarme quant aux carences de plus en plus insupportables qui gangrènent notre monde politique, dont nous avons dit plus haut qu'il était de plus en plus coupé des réalités de la société. Nous ne reviendrons pas sur les réflexions engagées par le Cercle Condorcet d'Aix voici plusieurs années. Ces réflexions ont été nourries par plusieurs conférenciers, par la consultation de nombreux ouvrages et l'observation de la vie politique locale, particulièrement indigente. Elles ont été concrétisées par la production de textes, dont nous nous sommes aperçus à l'usage que, malgré leur ambition restreinte souvent à des questions de bon sens, elles laissaient de marbre la caste des élus qui auraient dû logiquement s'en emparer. Au point que, vingt ans environ après la production du premier de ces textes, nous avons fini par considérer que notre travail n'avait aucune chance d'être pris en considération, et qu'il valait mieux par conséquent le mettre "sous le coude" en attendant des temps meilleurs. Or, il semble que ces temps arrivent, par le seul fait que le système politico-économique en vigueur nous mène collectivement à la faillite. Les catastrophes fournissent en effet la meilleure opportunité pour le changement. C'est pourquoi nous reprendrons de manière très schématique les principaux axes de ce travail, sous la forme des propositions suivantes :

²⁴ Sujet traité par le Cercle Condorcet lors de plusieurs conférences

- *mettre un coup d'arrêt au carriérisme politique* en supprimant le cumul des mandats (proposition désormais portée par l'actuel Gouvernement) et en limitant dans le temps les carrières de grands élus,
- *développer la démocratie participative*, en imposant l'application de la Loi Chevènement-Vaillant de 2001 sur la mise en place des Conseils Consultatifs de Quartiers (disposition impunément refusée par la Commune d'Aix en Provence),
- *appliquer pour les Communautés de Communes et d'Agglomérations la règle républicaine de l'élection directe au suffrage universel*, disposition refusée en 2001 par le Sénat à majorité de Droite, mais que la nouvelle majorité se devrait de faire enfin passer,

- *mettre de l'ordre* dans l'empilement des structures politico-administratives, aujourd'hui pléthoriques, coûteuses et peu efficaces, et en contrepartie donner aux Régions un poids suffisant pour qu'à l'avenir elles puissent, à l'instar des Landers allemands, jouer un rôle efficace comme moteurs du développement économique et de l'organisation du territoire (constitution de réserves foncières, mise en oeuvre de vraies politiques du logement et des transports).

Marcel Masson – 3/08/2012

PS - La nouvelle direction politique de notre pays ouvre enfin des perspectives positives dans plusieurs des champs en partie explorés ci-dessus. Il appartient désormais aux citoyens de faire valoir la nécessité absolue de ces nouvelles orientations. Le Cercle Condorcet, conforté dans son travail de réflexion, compte continuer à jouer son rôle d'aiguillon auprès des citoyens et des pouvoirs publics.

ANNEXE : Les astuces sémantiques de la “ Pensée unique “

Lois du Marché : usage abusif du terme de Loi, normalement appliqué aux Lois de la Nature, aux Lois divines (pour les croyants), ou aux Lois votées démocratiquement; en l'occurrence, il faudrait parler de mécanismes du marché, organisés contradictoirement par les différentes parties prenantes.

Libéralisme : notion vidée aujourd'hui de son sens philosophique (la liberté est réservée à ceux qui ont le pouvoir et imposent leurs choix aux autres) et éthique;

Socialisme : terme assimilé abusivement par les libéraux au communisme, voire au soviétisme (quand ce n'est pas au national-socialisme)

Valeur : terme également falsifié par amputation de son sens éthique, pour ne conserver que son sens d'échange économique (Marx - création de valeur marchande ..), et plus précisément aujourd'hui son sens de profit financier pour les actionnaires.

Pensée unique : si l'on admet que la pensée s'appuie naturellement sur la prise en compte de la complexité et génère par conséquent des réponses diversifiées appelées à se perfectionner par la confrontation démocratique, la notion de pensée unique, fonctionnant sur le modèle binaire informatique (en l'occurrence le vrai et le faux) n'a pas de sens, et équivaut à la démission de la pensée.

Croissance - PIB : notion enfermée dans son sens économique, quantifiable, excluant les biens non marchands (Education, liens sociaux, environnement...).

Deux tendances évolutives actuelles, contradictoires : intégration des biens non marchands dans le PIB; a contrario, définir un P.I. plus large, basé sur des critères qualitatifs (bien commun).

Concurrence libre et non faussée : objectif utilisé comme leurre dans la mesure où la puissance publique ne s'est pas donné les moyens de contrôle et de régulation adéquats; application incohérente, puisqu'elle s'applique aux aides directes de l'Etat aux entreprises, mais ignore les aides indirectes fournies par le dumping des prélèvements fiscaux, le laxisme du Droit du Travail, ou la non compensation des coûts externes (environnementaux entre autres)

Jouer à la Bourse : jeu pervers dans la mesure où il mélange un grand nombre de petits actionnaires plus ou moins amateurs et des puissances économiques qui disposent de moyens démesurés (super-ordinateurs) pour anticiper et provoquer les mouvements boursiers, jouant sans risque la carte du délit d'initié;

Paradis fiscaux : version moderne du rapport à l'au-delà, devenu certes le paradis sur terre pour les nantis générant l'enfer sur terre pour les autres.

Constitution européenne : terme inadéquat (il ne peut y avoir de Constitution commune à plusieurs peuples), aboli par le rejet du Référendum.

Opinion publique : généralement faite avant consultation des citoyens par ... les médias, en relation avec les groupes de pression les plus influents;

... liste non exhaustive, à compléter par qui le souhaite...

PS - On peut bien sûr se rappeler les anciennes dérives sémantiques, dont certaines lourdes de conséquences, aujourd'hui tombées en désuétude, telles que :

- socialisme scientifique
- dictature du prolétariat
- centralisme démocratique
- républiques socialistes soviétiques
- national-socialisme, etc...

à quand un dictionnaire des idées reçues et abus de langage politique et économique ?